



FLASH AVRIL 2018 / N°3/18

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DPPSE)**SYNTHESE***Tous les chiffres sont à fin avril 2018 sauf indications contraires****Environnement international et national favorables***

L'économie mondiale poursuit son dynamisme du premier trimestre 2018, sous l'effet de la politique budgétaire restée stimulante, à la fois dans les économies avancées et émergentes. En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB devrait s'accroître et s'afficher à +3,4% en 2018.

Dans l'ensemble, la progression de l'activité économique mondiale devrait atteindre +3,9% en 2018, après +3,8% en 2017.

Sur le *marché des matières premières*, les cours moyens des principaux produits de base enregistrent des évolutions contrastées au cours des quatre premiers mois de l'année 2018. Les cours du cacao (+11,6%) et du pétrole brut (+25,2%) progressent tandis que ceux du caoutchouc (-36,5%) et du café (-15,9%) se contractent.

Concernant le *marché des changes*, en moyenne sur les quatre premiers mois de 2018 et comparativement à la même période de 2017, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+15,6%) et à la livre sterling (+2,8%).

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un climat socio-économique apaisé et de l'accélération de l'exécution du PND 2016-2020.

Activités économiques intérieures en croissance

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation affiche une évolution contrastée des principales cultures. En effet, les productions de banane dessert (+7,2%), de coton graine (+27,5%), de café (+286,4% à fin mars 2018) et de sucre (+8,3%) progressent tandis que celles de noix de cajou (-20,7%) et de cacao (-5,1% à fin mars 2018) reculent.

Dans le **secteur secondaire**, la production industrielle est en hausse de 4,0% grâce à la progression de l'activité manufacturière (+7,1%) et de la branche « électricité, gaz et eau » (+1,0%), en dépit de la contraction des industries extractives (-13,0%). En outre, l'indicateur avancé du BTP augmente de 15,6%, conforté par l'accélération des chantiers publics en cours d'exécution et par le démarrage de nouvelles infrastructures.

Le secteur tertiaire enregistre une évolution favorable de l'ensemble de ses composantes. En effet, dans le transport, les trafics ferroviaire (+4,0%), routier (+9,4%), aérien (+16,3%), et maritime (+1,8%) progressent. Au niveau du commerce de détail, l'Indice du Chiffre d'Affaires s'accroît de 10,1% aussi bien en

termes nominaux que réels. Le secteur des télécommunications enregistre une progression de 0,8% du chiffre d'affaires global en rapport avec les progressions dans les différents segments du marché.

L'indice des prix à la consommation ressort en quasi-stabilité (+0,1%) en moyenne sur la période sous revue, comparé à fin avril 2017. Cette évolution provient de l'effet combiné de la baisse des prix des produits alimentaires (-0,4%) et de la hausse des prix de produits non alimentaires (+0,3%). Par ailleurs, l'inflation s'est établie à 0,5% en moyenne annuelle, en deçà du maximum de la norme communautaire fixée à 3%.

Le marché de l'emploi formel, dans le secteur moderne, affiche une hausse de 7,4%, correspondant à une création nette de 67 356 emplois en un an. Cette évolution est portée principalement par le secteur privé qui totalise 81,2% des emplois créés.

A fin avril 2018, les **finances publiques** sont marquées par une baisse des recouvrements des recettes totales et dons et une augmentation des dépenses totales et prêts nets par rapport à la même période de 2017. Les recettes totales et dons se sont affichés à 1 573,7 milliards en retrait de 82,3 milliards par rapport à avril 2017. S'agissant des *dépenses totales et prêts nets*, ils ont connu une augmentation de 153,0 milliards pour se situer à 1 767,2 milliards.

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 103,5 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 193,5 milliards financé par les ressources mobilisées sur le marché monétaire et financier sous régional à hauteur de 87,1 milliards et par l'émission d'un eurobond à 1 115,1 milliards, en mars 2018, qui permettent également de faire face aux besoins de financement anticipés pour l'année 2018.

Concernant les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels, il est enregistré une hausse en valeur des importations (+11,8%) tirée par les biens de consommation non alimentaires (+5,8%) et les biens intermédiaires (+19,0%). Par contre, les exportations (-14,5%) fléchissent du fait, notamment, du repli des ventes du cacao fèves (-25,0%), de la noix de cajou (-22,3%), du caoutchouc (-21,7%) et du cacao transformé (-22,5%). Il résulte de ces évolutions un excédent commercial de 743,2 milliards en deçà de l'excédent de 1369,1 milliards enregistré à fin avril 2017.

Les **statistiques monétaires**, à fin avril 2018, enregistrent une augmentation de la masse monétaire au sens large de 814,5 milliards (+10,0%) sous l'effet de la hausse des actifs extérieurs nets (+45,4% ; +879,9 milliards) et des créances sur l'économie (+11,7% ; +666,0 milliards) tandis que les créances nettes sur l'Administration Centrale (-21,7% ; -377,8 milliards) se contractent.

En conclusion, l'évolution de l'activité économique est globalement favorable au regard du dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. Cette embellie devrait se consolider sur le reste de l'année avec le démarrage et la poursuite de la mise en œuvre des projets prévus dans le PND 2016-2020.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Consolidation de l'économie mondiale sur fonds de soutien budgétaire

L'économie mondiale poursuit son expansion du premier trimestre 2018, à un rythme modéré sous l'effet de la politique budgétaire restée stimulante, à la fois dans les économies avancées et émergentes. Dans l'ensemble, la croissance de l'activité économique mondiale devrait atteindre +3,9% en 2018, après +3,8% en 2017.

Dans les **pays avancés**, la croissance du PIB a évolué de façon divergente au cours du premier trimestre 2018.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, l'économie s'est accrue de 0,6%, portée notamment par les dépenses de consommation des ménages et l'investissement des entreprises. La demande intérieure américaine est soutenue au cours de ce trimestre par les réductions d'impôts et par l'amélioration du marché de l'emploi avec le recul du chômage. Quant à l'inflation, elle s'est accélérée sur la même période (+2,5%).

Dans la **zone euro**, le PIB a progressé de 0,5%, malgré la faiblesse de la confiance des agents économiques, l'appréciation de l'euro et la hausse du cours du pétrole brut. Il bénéficie de l'orientation favorable de l'activité en **Allemagne** (+0,3%), en **France** (+0,3%), en **Espagne** (+0,7%) et en **Italie** (+0,3%). En termes de perspective, la croissance de la zone euro devrait se maintenir, portée par des conditions financières favorables et par une embellie du marché du travail.

L'activité économique au **Royaume-Uni** a légèrement augmenté de 0,1% au premier trimestre de l'année 2018. Cette faible croissance du PIB résulte de la forte contraction de l'activité dans le secteur de la construction et des hausses modérées enregistrées dans l'industrie et les services.

Au **Japon**, l'activité s'est contractée de 0,2%, impactée par la contribution négative de l'investissement résidentiel. Par contre, la consommation des ménages ainsi que l'investissement privé et public sont restés stables, tandis que les exportations ont augmenté modérément.

Dans les **économies émergentes et en développement**, la croissance s'est poursuivie au premier trimestre 2018. Ainsi, en **Chine**, le PIB s'est bonifié de 6,8% en glissement annuel, soutenue par la consommation des ménages, les investissements dans l'immobilier et les exportations. En **Russie**, la Banque centrale estime la croissance entre +1,5% et +1,8% en glissement annuel grâce au redressement de la demande intérieure. De même, en **Inde**, les indicateurs conjoncturels indiquent une poursuite de la croissance économique portée par le dynamisme du secteur privé. Au **Brésil**, la reprise économique s'est renforcée en lien avec l'amélioration des ventes de détails.

En **Afrique subsaharienne**, la progression du PIB devrait s'accélérer et s'afficher à +3,4% en 2018. Celle-ci serait impulsée par le **Nigéria** qui a enregistré, au premier trimestre 2018, une performance trimestrielle de +1,9% en glissement annuel portée par l'agriculture et l'industrie. Quant à l'Afrique du Sud, son taux de croissance trimestriel devrait être négatif du fait de la contraction de la production agricole et minière.

Consolidation des cours du cacao et envolée de ceux du pétrole brut

Sur les quatre premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base enregistrent une évolution mitigée par rapport à la période correspondante de 2017. En effet, les cours du cacao (+11,6%), du coton (+6,5%), de l'or (+8,1%), du pétrole brut (+25,2%) et du riz blanchi (+17,0%) se consolident. Par contre, ceux du café (-15,9%), de l'huile de palme (-7,4%) et du caoutchouc (-36,5%) se contractent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao se raffermi de 4,8% sur le marché de Londres au mois d'avril 2018 pour s'afficher à 2 624,7 dollars la tonne contre 2 504,0 dollars la tonne en avril 2017. De même, le cours du pétrole brut s'apprécie de 8,8% sur la même période.

L'appréciation de l'euro se poursuit

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les quatre premiers mois de 2018 et comparativement à la même période de 2017, l'euro se consolide par rapport au dollar américain (+15,6%) et à la livre sterling (+2,8%). La monnaie européenne est soutenue par le regain d'intérêt des investisseurs pour la zone, dans un contexte de réduction des injections de liquidités par la BCE et de poursuite des réformes structurelles dans plusieurs pays dont la France.

Consolidation de l'économie nationale

Au **plan national**, l'activité économique se consolide dans un climat socio-économique apaisé, bénéficiant de la poursuite de l'exécution des chantiers d'infrastructures publics démarrés en 2017, ainsi que par le démarrage de nouveaux ouvrages. Le Gouvernement poursuit, également, ses efforts de mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires pour soutenir la dynamique de l'activité économique. Par ailleurs, il reste fortement engagé dans la lutte contre la cherté de la vie avec la reconduite des mesures de plafonnement des prix et des marges de certains produits de grande consommation.

Réalizations sectorielles à fin avril 2018, comparées à celles de fin avril 2017

Secteur réel

L'activité économique nationale connaît un bon dynamisme, tirée par les secteurs secondaire et tertiaire.

Secteur primaire**Evolution contrastée des cultures d'exportation**

Le secteur primaire enregistre une évolution mitigée des principales spéculations au cours des quatre premiers mois de l'année 2018. Les productions de banane dessert, de coton, de café et de sucre augmentent alors que celles d'anacarde, d'ananas et de cacao reculent.

Le **coton graine** affiche une production de 277 663,7 tonnes en augmentation de 27,5%. Il tire avantage de l'accroissement des rendements favorisé par la distribution des semences améliorées.

La production de **banane dessert** progresse de 7,2% pour se situer à 151 309,4 tonnes. La filière bénéficie d'investissements continus avec la mise en œuvre du programme « mesures d'appui à la banane dessert » financé par l'Union Européenne (UE).

Quant au **café**, la production se redresse grâce à une pluviosité favorable au moment des floraisons. Elle se situe à 91 662,7 tonnes à fin mars 2018 contre 23 724,6 tonnes à la période correspondante de 2017, soit une hausse de 286,4%.

La production de **sucre** s'est établie à 110 613,1 tonnes, en accroissement de 8,3%. La hausse provient d'un bon taux d'extraction des usines couplé à un bon rendement des plantations irriguées et des premières récoltes des extensions de parcelles.

A l'inverse, la production d'**anacarde** enregistre une baisse de 20,7% pour ressortir à 268 825,0 tonnes. Ce recul est consécutif à des difficultés de commercialisation liées à la chute des prix internationaux et à la réduction des importations d'anacarde par le Vietnam. Cette baisse devrait s'atténuer avec l'accélération de la commercialisation attendue les prochains mois. Toutefois

les prix d'achat bord champ risquent d'être en deçà du prix minimum fixé, en raison de la baisse de la qualité des noix de cajou qui pâtissent de l'humidité due par la saison pluvieuse.

Au niveau de l'**ananas**, la production se contracte de 12,0% et s'affiche à 15 622,8 tonnes. La filière est confrontée à des difficultés de structuration et à l'intensification de la concurrence sur le marché de l'Union Européenne, son principal marché d'exportation. Afin de redynamiser la filière et relancer la production, plusieurs mesures ont été prises par les acteurs qui sollicitent un appui du Gouvernement. Il s'agit notamment (i) du développement d'une nouvelle variété appelée H4 de meilleure qualité avec un fort rendement que l'ancienne variété, (ii) d'une meilleure structuration de la filière, et (iii) de l'accroissement des débouchés par le développement du marché national et sous régional.

De même, la production de **cacao** baisse de 5,1% avec une production de 543 034,5 tonnes à fin mars 2018.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation hors café et cacao

(en tonnes)	4 mois 2017	4 mois 2018	Variation (%)
Cacao*	572 496,7	543 034,5	-5,1
Café*	23 724,6	91 662,7	286,4
Anacarde	338 785,8	268 825,0	-20,7
Ananas	17 748,9	15 622,8	-12,0
Banane	141 172,7	151 309,4	7,2
Coton	217 718,5	277 663,7	27,5
Sucre	102 123,7	110 613,1	8,3

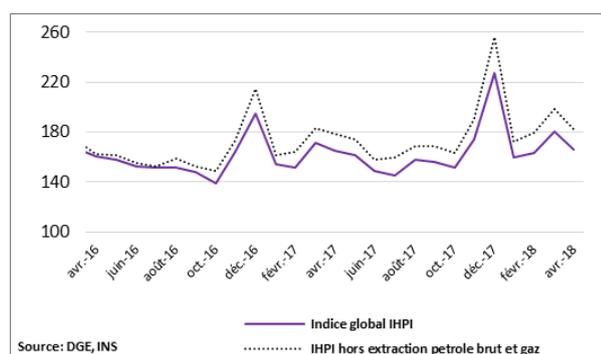
Source : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin mars 2018

Secteur secondaire**Activité industrielle en hausse**

L'**activité industrielle** croît de 4,0% à fin avril 2018, continuant de tirer profit de la bonne tenue de la production manufacturière (+7,1%) et de l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » (+1,0%). Toutefois, les industries extractives (-13,0%) reculent.

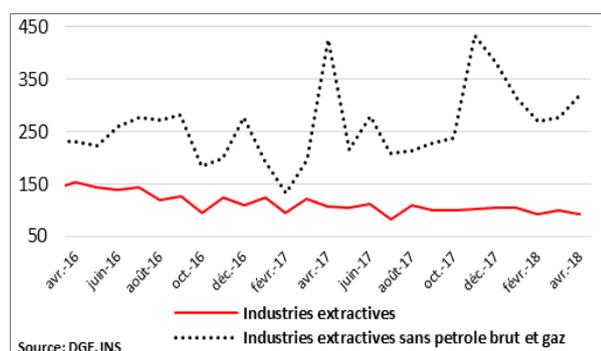
Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle



Les **industries extractives** subissent la baisse de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » (-14,5%), malgré la croissance enregistrée au niveau des « autres activités extractives » (+24,4%).

La production de **pétrole brut** est en recul de 14,6%, sous l'effet de la déplétion des puits. Les baisses proviennent des permis CI-40 (-19,0%), CI-27 (-38,9%) et CI-11 (-17,4%). Ces contractions sont amoindries par la hausse enregistrée au niveau du permis CI-26 (+7,0%). De même, l'extraction **gazière** se contracte de 9,3% et ressort à 746,9 millions de mètres cubes. Ce secteur reste marqué par le recul de la demande en provenance du secteur électricité, en relation avec la baisse de la production d'électricité de source thermique due à l'effet combiné à la mise en eau du barrage de Soubré et de la contraction de la demande extérieure.

Graphique 2 : Indice de production des industries extractives

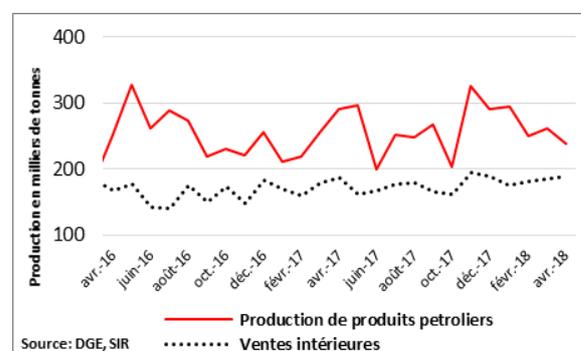


Les **industries manufacturières** profitent du bon comportement des activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+18,1%), des « industries métalliques » (+15,0%), des « industries du verre, de la

céramique et des matériaux de construction », (+9,1%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+8,3%), de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+20,1%) ainsi que des « industries textiles et cuir » (+2,7%). Par contre, les « industries du bois et meubles » se contractent de 8,2%.

La production des **produits pétroliers** progresse de 6,8% pour se fixer à 1 043 991 tonnes à fin avril 2018, portée par la consommation intérieure (+5,1%), tandis que les ventes à l'extérieur se contractent de 5,8%. La hausse de la production se ressent au niveau des volumes du gasoil (+3,4%), de l'essence (+18,7%) et du DDO (+84,9%).

Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers



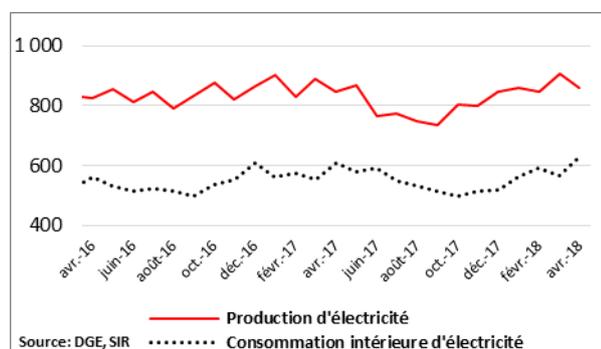
L'indice de la production de la branche « **électricité, gaz et eau** » enregistre une hausse modérée de 1,0%, sous l'effet conjugué des augmentations du « captage, traitement et distribution d'eau » (+3,4%) et de la « production et distribution d'électricité » (+0,2%).

La production nette d'électricité s'établit à 3 472,5 Gwh, en accroissement de 0,2%, après les contractions observées sur le premier trimestre 2018. Ce redressement de la production est attribuable à l'accroissement de la consommation intérieure de 2,3%, précisément la consommation de l'électricité de moyenne tension (+5,7%) qui traduit le dynamisme de l'activité industrielle. En revanche, la consommation d'électricité de basse tension (-0,7%) baisse, de même que les exportations (-21,5%).

La production est portée par la bonne tenue de l'électricité de source hydraulique (+46,9%), en lien avec la production additionnelle du barrage de Soubré. Quant à la

production d'électricité de source thermique, elle recule de 7,5%.

Graphique 4: Production et consommation d'électricité



Bonne orientation du BTP

L'indicateur avancé du BTP confirme sa bonne orientation et progresse de 15,6%. Cette évolution résulte de la consommation de « ciment » (+4,6%), de « béton » (+13,1), de « graviers » (+38,3%), de « câbles et fils électriques » (+1,8%) ainsi que de « bitume » (+158,2%). En revanche, les ventes de « tôles et bacs » (-33,8%) et de « sable » (-42,9%) fléchissent. Le secteur du BTP bénéficie de l'accélération de l'exécution des chantiers en cours et du démarrage de nouvelles infrastructures.

Secteur tertiaire

Poursuite de la tendance haussière

Le secteur tertiaire est marqué par la progression du commerce de détail, de la télécommunication et de toutes les composantes du transport.

Evolution favorable du commerce de détail

Le commerce de détail enregistre une hausse de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) de 10,1% aussi bien en termes nominaux que réels. Cette dynamique est due à la bonne tenue des ventes dans toutes les branches, excepté les « produits de l'alimentation » qui baisse de 3,8% du fait de la demande.

Ainsi, les ventes des « produits pétroliers » (+17,5%), de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+22,8%), de « articles d'équipement de la personne » (+12,1%), de « produits pharmaceutiques et

cosmétiques » (2,6%) et de « produits divers » (15,7%) augmentent.

Poursuite du dynamisme dans les transports

Le **transport aérien** poursuit son dynamisme avec une progression de 4,0% du nombre de passagers commerciaux qui s'est situé à 588 792. Cette embellie est portée essentiellement par le trafic hors Afrique qui s'accroît de 13,7% sur la période sous revue. Ainsi, le nombre de passagers commerciaux vers l'Europe augmente de 14,3% et celui vers le reste du monde (hors Afrique et Europe) progresse de 10,3%. Le trafic au sein de la CEDEAO connaît également une hausse (+1,1%) tandis que le trafic vers le reste de l'Afrique reste quasiment stable (126 773 passagers à fin avril 2018 contre 126 731 à fin avril 2017). En ce qui concerne le trafic national, il recule de 17,4% du fait de la fermeture de l'aéroport de San Pedro en début d'année pour des travaux de réhabilitation. En ce qui concerne le transit et le fret aérien, ils enregistrent des progressions respectives de 8,6% et 0,2%.

Au niveau du **transport ferroviaire**, la hausse amorcée depuis le début de l'année se poursuit, grâce notamment à l'amélioration des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui progresse de 14,2%. Au total, le volume de marchandises transportées s'accroît de 16,3%.

Bonne évolution du trafic maritime

Le **transport maritime** poursuit sa progression avec un accroissement du trafic global de 1,8%. Cette évolution résulte d'une hausse du trafic de 3,8% au port d'Abidjan et d'un recul de celui du port de San Pédro de 7,3%.

Au niveau du **Port d'Abidjan**, le transport maritime continue de bénéficier des investissements réalisés pour la réhabilitation de la voirie de la zone portuaire. Le trafic global de marchandises augmente de 3,8%, amené essentiellement par le trafic national qui s'accroît de 12,0% tandis que les activités de transbordement et de transit reculent respectivement de 64,1% et 14,0%.

Le trafic national bénéficie de la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes, notamment les produits

pétroliers (+21,2%), les produits de pêche (+15,6%) et les marchandises générales (+7,8%).

Au niveau du **Port de San Pédro**, l'activité portuaire est contrariée par les travaux d'extension du port. Ainsi, malgré une hausse des importations de 32,%, le trafic global de marchandises recule de 7,3%, du fait des exportations (-10%) et des activités de transbordement (-30%).

Le **transport terrestre** reste quant à lui bien orienté, au regard de la consommation de gasoil et d'essence, indicateur avancé du transport routier, qui progresse de 9,4%.

Poursuite du dynamisme des TIC

Le secteur des télécommunications poursuit son dynamisme, bénéficiant de l'embellie de tous les segments du marché. Sur la période sous revue, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 0,8% grâce à la fois à la téléphonie mobile (+1,6%) et à l'internet fixe (+18,2%). La téléphonie mobile enregistre une forte progression du mobile money (+25,5%). S'agissant du nombre d'abonnés, il est en hausse de 9,1% dans la téléphonie mobile, de 6,8% dans la téléphonie fixe et de 43,7% dans le mobile money. Cette augmentation est toutefois atténuée par le recul du chiffre d'affaire de la téléphonie fixe de 14,0%.

Inflation modérée

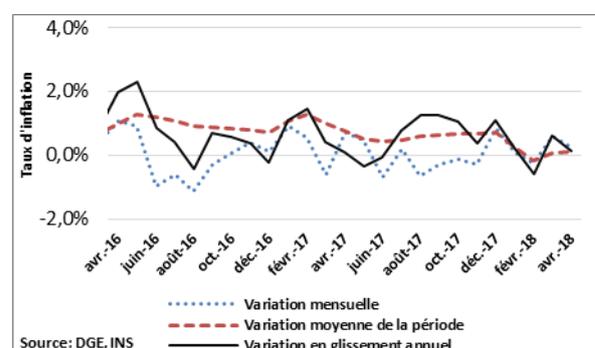
En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation connaissent une hausse modérée de 0,1% comparés à leur niveau de fin avril 2017. Cette évolution provient de l'effet combiné de la baisse des prix des produits alimentaires (-0,4%) et de la hausse des prix de produits non alimentaires (+0,3%).

La baisse enregistrée au niveau des produits alimentaires est le fait des produits laitiers (-0,1%), les huiles et graisses (-7,1%), les fruits (-5,2%), les légumes frais (-7,7%) ainsi que les tubercules (-8,9%).

Concernant les produits non alimentaires, leur évolution est expliquée par la progression observée des prix des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+0,6%), le transport (+0,6%), les « restaurants et hôtels » (+2,6%).

En moyenne annuelle, **l'inflation** se situe à 0,5%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation



Hausse continue du nombre de salariés dans le secteur moderne

Dans le secteur moderne, l'emploi formel affiche une progression de 7,4% du nombre de salariés, correspondant à une création nette de 67 356 emplois en un an. Cette dynamique provient principalement du secteur privé qui représente 81,2% des emplois créés. Le nombre de salariés dans le privé s'accroît de 7,7%, soit une création nette de 54 705 emplois. Au niveau du secteur public, l'effectif des salariés est en hausse de 6,2%, correspondant à une création nette de 12 651 emplois en un an.

Au total, hormis les militaires, l'emploi formel dans le secteur moderne comptabilise 982 938 salariés à fin avril 2018.

Finances Publiques

A fin avril 2018, les **finances publiques** sont marquées par une baisse des recouvrements des recettes totales et dons et une augmentation des dépenses totales et prêts nets par rapport à la même période de 2017. Les **recettes totales et dons** se sont affichés à 1 573,7 milliards en retrait de 82,3 milliards par rapport à avril 2017. S'agissant des **dépenses totales et prêts nets**, ils ont connu une augmentation de 153,0 milliards pour se situer à 1 767,2 milliards.

Baisse des droits d'enregistrement café cacao au profit des producteurs

La moins-value des **recettes totales et dons** par rapport à avril 2017 est en lien avec une mobilisation moindre des recettes fiscales. En effet, les recettes intérieures ont été relativement impactées à la baisse par rapport à avril 2017 par l'abandon des droits d'enregistrement café-cacao (69,4 milliards) au profit de la filière en vue de soutenir les prix aux producteurs. Les recettes de porte ont également enregistré une moins-value en liaison avec la chute du prix CAF du cacao.

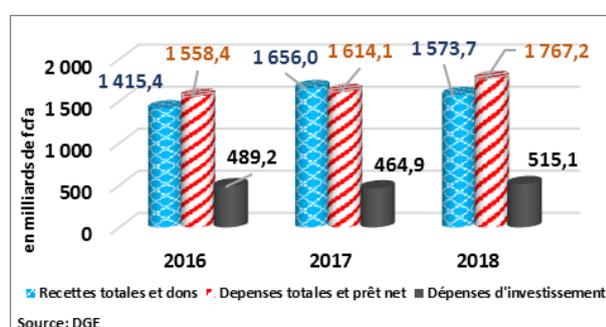
Toutefois, le recouvrement des recettes non fiscales s'est amélioré de 3,5 milliards pour s'afficher à 227,2 milliards, du fait principalement des cotisations de sécurité sociale liées notamment aux nouvelles embauches.

En outre, les dons ont été mobilisés à hauteur de 45,2 milliards en retrait de 75,7 milliards par rapport à avril 2017.

Accélération des dépenses d'investissement

La hausse des **dépenses totales et prêts nets** par rapport à avril 2017 (+153,0 milliards) provient principalement d'une accélération des dépenses d'investissement (+50,2 milliards) pour se situer à 515,1 milliards), d'une hausse des dépenses de personnel (+51,9 milliards) en lien avec les recrutements dans les secteurs sociaux, et d'un accroissement des subventions et transferts (+33,3 milliards) en relation avec la prise en charge des bourses et kits scolaires des élèves.

Graphique 6 : Indicateurs des finances publiques à fin avril



Solde budgétaire déficitaire

Le solde budgétaire à fin avril 2018 s'affiche en déficit de 193,5 milliards tandis que le solde primaire de base ressort excédentaire de 103,5 milliards. Un recours au marché monétaire et financier sous régional d'un montant de 87,1 milliards et une émission d'un eurobond à 1 115,1 milliards ont permis (i) de financer le déficit budgétaire, (ii) de faire face aux engagements de l'Etat notamment à travers l'apurement de 229,6 milliards de restes à payer des fournisseurs de l'exercice 2017, et (iii) de couvrir les besoins de financement anticipés de l'année 2018.

Echanges extérieurs

Recul en valeur des exportations

Les échanges extérieurs en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours des quatre premiers mois de l'année 2018, se caractérisent en valeur par un accroissement des importations (+11,8%) et une baisse des exportations (-14,5%) en glissement annuel. Il en découle un excédent commercial de 743,2 milliards, moins important que l'excédent de 1369,1 milliards réalisé au cours de la période correspondante de 2017.

Le retrait en valeur des **exportations** est imputable aux ventes de produits primaires (-18,4%) et des produits transformés (-5,7%).

Les produits primaires subissent le repli des ventes de cacao fèves (-25,0%), de caoutchouc (-21,7%) et de diamant (-84,1%).

Quant aux produits transformés, leur contreperformance s'explique par une contraction des ventes de véhicules automobiles (-88,4%), d'appareils mécaniques et électriques (-44,5%), de l'huile de palme (-6,4%), de bois transformé (-11,7%) et de cacao transformé (-22,5%).

En ce qui concerne les **importations** en valeur, leur bonne orientation provient de l'ensemble des composantes que sont les biens d'équipement (+25,2%), les biens intermédiaires (+19,0%) et les biens de consommation (+3,5%).

Les biens de consommation sont tirés essentiellement par les produits pharmaceutiques (+24,3%) et les produits

pétroliers (+18,1%), malgré la baisse des achats de sucre (-40,2%), de poissons (+17,1%) et de riz (-15,7%).

Les biens intermédiaires profitent des importations de pétrole brut (+36,4%), de produits chimiques (+26,6%), de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+25,7%), de produits métalliques (+12,2%) et de coton (+19,7%).

Quant aux biens d'équipement, ils sont tirés principalement par les commandes de machines automatiques (+29,8%), de matériels de transport routier (+28,9%), de machines électriques (+28,3%), d'instruments de précision (+23,6%) et de machines mécaniques (+22,7%).

Situation monétaire et financière

Accroissement de la masse monétaire (M2)¹

La situation monétaire, à fin avril 2018, est caractérisée par un accroissement de la monnaie au sens large, sous l'effet combiné de la hausse des actifs extérieurs nets et du repli des créances intérieures.

La masse monétaire (M2) s'accroît de 814,5 milliards (+10,0%) et se situe à 8 989,3 milliards. Cette hausse provient de la progression des actifs extérieurs nets (+45,4% ; +879,9 milliards) et des créances intérieures (+3,9% ; +288,3 milliards)

Les actifs extérieurs nets profitent des effets de l'émission des Eurobonds et de l'excédent de la balance commerciale.

Les créances intérieures augmentent grâce aux créances sur l'économie (+11,0% ; +666,0 milliards), en dépit du recul des créances nettes sur l'Administration Centrale (-21,7% ; -377,8 milliards).

L'analyse des crédits à l'économie par branche d'activité met en exergue une hausse des crédits octroyés aux branches « électricité, gaz et eau » (+44,2%), « transport, entrepôts, communications » (+13,5%) et « services fournis à la collectivité, sociétés et personnes » (+21,0%), comparée à la période correspondante de 2017. En revanche, les autres branches d'activités ont bénéficié de

moins de crédits sur la période sous revue. Il s'agit de l'« agriculture, chasse, sylviculture et pêche » (-18,0%), des « industries extractives (-49,6%), des « industries manufacturières » (-7,1%), des « bâtiment et travaux public » (-21,0%), du « commerce gros/détail, restaurant » (-15,5%) et des « banques, assurances, affaires immobilières » (-11,5%).

Au total, les branches « commerce gros/détail, restaurant » et « industries manufacturières » sont les principales bénéficiaires avec respectivement 22,8% et 22,2% des crédits enregistrés à la centrale des risques.

En conclusion, l'évolution de l'activité économique est globalement favorable au regard du dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. Cette embellie devrait se consolider sur le reste de l'année avec le démarrage et la poursuite de la mise en œuvre des projets prévus dans le PND 2016-2020.

¹ Monnaie au sens large

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	août-17	Sept-17	oct.-17	nov.-17	déc.-17	janv.-18	fev.-18	mars.-18	avr.-18	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	10,9%	16,4%	12,1%	33,1%	17,3%	24,7%	16,6%	25,9%	33,8%	25,2%
Cours du cacao	-34,4%	-30,6%	-22,7%	-14,9%	-16,2%	-11,1%	4,4%	21,7%	33,8%	11,6%
Cours de l'euro par rapport au dollar	5,4%	6,2%	7,3%	8,9%	13,4%	15,0%	16,5%	16,5%	14,3%	15,6%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Cacao*	0,0%	41,3%	0,0%	0,0%	1,5%	0,0%	0,0%	-5,1%	nc	nc
Café*	0,0%	-84,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	286,4%	nc	nc
Anacarde	-53,1%	-23,5%	8,0%	15,2%	38,4%	-2,0%	102,1%	-34,3%	-11,9%	-20,7%
Secondaire										
IHPI global	4,3%	5,4%	9,1%	6,0%	16,7%	3,2%	8,2%	5,3%	0,1%	4,0%
IHPI hors extraction	6,5%	10,6%	9,7%	10,0%	19,2%	6,6%	9,6%	8,9%	1,9%	6,6%
BTP	6,0%	3,1%	27,1%	15,1%	16,5%	19,2%	28,2%	8,2%	11,3%	15,6%
Production d'électricité	-5,6%	-11,8%	-8,3%	-2,6%	-2,2%	-4,5%	2,1%	1,7%	1,8%	0,2%
Production de produits pétroliers	-9,5%	22,4%	-11,1%	47,1%	14,1%	39,6%	13,8%	1,9%	-18,0%	6,8%
Pétrole brut	-5,9%	-21,4%	8,9%	-21,6%	-6,0%	-17,9%	-4,4%	-21,7%	-11,3%	-14,6%
Gaz naturel	-20,2%	-25,4%	-18,7%	-21,1%	-12,4%	-13,8%	-6,8%	-5,4%	-10,8%	-9,3%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	12,4%	7,4%	9,5%	11,6%	3,0%	12,2%	11,4%	12,3%	4,6%	10,1%
Trafic global maritime	-1,5%	30,9%	-5,7%	7,4%	8,3%	12,0%	-8,5%	10,1%	-4,8%	1,8%
Total voyageurs aérien	8,7%	7,5%	4,0%	10,2%	5,6%	1,7%	2,3%	7,7%	4,0%	4,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	8,8%	71,1%	8,4%	21,0%	46,2%	20,1%	15,1%	13,7%	16,7%	16,3%
Echanges extérieurs²										
Exportation en valeur	0,7%	5,0%	8,6%	-14,2%	-5,4%	-6,8%	-24,8%	-13,0%	-13,4%	-14,5%
Importation en valeur	20,5%	9,8%	29,9%	17,0%	20,9%	20,2%	21,1%	-5,3%	14,8%	-11,8%
Solde commercial	-12,28	-30,88	-69,88	66,95	219,27	132,62	143,94	335,93	130,67	743,16
Financement										
Masse Monétaire (M2)	12,7%	13,4%	9,9%	7,6%	9,2%	9,7%	9,2%	9,3%	10,0%	10,0%
Actifs Extérieurs nets	12,7%	13,8%	4,1%	6,1%	0,5%	4,2%	1,4%	50,9%	45,4%	45,4%
Créances intérieures	12,3%	12,9%	9,7%	10,2%	14,8%	15,6%	17,7%	5,6%	3,9%	3,9%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-6,1%	-5,0%	-3,1%	3,7%	14,9%	18,6%	28,5%	-23,5%	-21,7%	-21,7%
Créances sur l'économie	-6,1%	-5,0%	-3,1%	3,7%	14,9%	18,6%	28,5%	-23,5%	-21,7%	-21,7%
Finances publiques										
Recettes totales & Dons	16,8%	12,0%	11,6%	0,4%	0,1%	-2,7%	0,2%	14,4%	-2,9%	-5,0%
Dépenses totales & Prêts nets	-33,0%	-17,8%	33,2%	13,0%	38,8%	-5,4%	8,8%	-12,2%	44,9%	9,5%
Investissement public	-64,3%	-77,8%	14,7%	59,1%	97,2%	-20,8%	-4,8%	-43,6%	233,7%	10,8%
Solde budgétaire global ³	-20,41	46,99	-183,58	-103,82	-295,81	76,05	-141,94	-11,76	-120,3	-193,5
Prix à la consommation										
IHPC ⁴	1,3%	1,3%	1,1%	0,4%	1,1%	0,2%	0,6%	0,6%	0,1%	0,1%
Emploi										
Salariés secteur formel	5,2%	5,7%	5,4%	6,2%	6,5%	6,8%	7,0%	6,8%	7,4%	7,4%
Dont Salariés secteur formel privé	5,5%	6,3%	5,9%	6,9%	7,2%	7,5%	7,5%	7,3%	7,7%	7,7%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200924

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la Conjoncture

Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci

Tel : (+225)20200924/20200925

2 : Valeurs en milliards de FCFA, hors biens exceptionnels

3 : Niveau en milliards de FCFA

*Données trimestrielles

4 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné
nd : non disponible